

Ensemble pour changer en Europe !

L'Europe du 21^e siècle a besoin de paix, de démocratie, de justice sociale et de solidarité

Plateforme du Parti de la gauche européenne pour les élections au Parlement européen de 2009



I.

Les élections européennes de juin 2009 vont offrir une occasion de changer les fondations de l'Union européenne et d'ouvrir une nouvelle perspective pour l'Europe.

Nous faisons face à une crise financière, économique et sociale, une crise de l'ensemble du système et qui continue à grandir de jour en jour. Elle amplifie la crise alimentaire, énergétique et écologique. Elle aggrave les inégalités de genre. Elle a des conséquences sur la vie de tous les êtres humains en Europe et dans le monde.

Partout, le choc est terrible dans l'Union européenne. La crise est causée par le capitalisme néolibéral mondialisé, qui est poussé en avant par les élites irresponsables qui prennent les décisions politiques et économiques. Le prix de cette irresponsabilité devra être payé par les peuples. Leurs politiques mettent en danger la paix, la sécurité et la coexistence internationales. Le monde a été plongé dans cette crise mondiale par la politique hégémonique des États-Unis, en particulier par l'Administration Bush.

Cette crise démontre une fois de plus la faillite de la mondialisation néolibérale qui a fait exploser les profits des principaux acteurs du marché financier à l'échelle mondiale, sans aucun contrôle ni intervention des États. La politique, les États et les sociétés sont soumis aux marchés financiers incontrôlés. Le résultat est clair : une absence de démocratie et la fin de l'État-providence. Les politiques de bas salaires et de travail précaire appliquées par les gouvernements des pays développés ont placé le système financier et de crédit dans le rouge.

Les gouvernements, les institutions de l'Union européenne et les organismes économiques mondiaux (FMI, Banque mondiale, OMC...) ont imposé privatisations et dérégulations. De ce fait, les fondements néolibéraux des traités de l'Union européenne relevant du dogme de « l'économie de marché ouvert où la concurrence est libre » sont remis en question, qu'il s'agisse de la liberté incontrôlée de circulation des capitaux, de la privatisation et de la libéralisation des services publics, du statut et de la mission de la Banque centrale européenne.

Cette crise historique, qui frappe le capitalisme au cœur, nous met au défi de contribuer à la résistance des peuples et d'ouvrir une perspective de changement en Europe. Le Parti de la gauche européenne estime que la seule issue possible de cette crise est de se battre pour une Europe démocratique et sociale : une Europe des peuples et non une Europe des banques.

Cette crise est aussi une crise politique. Le non irlandais au traité de Lisbonne, les non français et néerlandais au TCE ont montré qu'un nombre croissant d'Européens sont en désaccord avec la politique antidémocratique et antisociale de l'Union européenne. Ils estiment que celle-ci est une construction lointaine et incompréhensible qui ne les concerne pas, qui ignore leurs espoirs et leur situation concrète.

Nous réaffirmons notre non au traité de Lisbonne. L'expression démocratique des peuples doit être respectée dans un nouveau processus démocratique basé sur une participation active des peuples et des parlements nationaux et européen. La démocratie participative et les pouvoirs des parlements doivent être renforcés par des lois légalisant les pétitions populaires, l'élargissement des codécisions et les relations entre les parlements nationaux et le Parlement européen. Les citoyens de l'Union européenne doivent débattre et décider d'une alternative au traité de Lisbonne.

L'Union européenne intervient directement dans la vie des habitants de l'Europe. Quinze ans après le traité de Maastricht, les orientations néolibérales ont prévalu. Les conditions de vie et de travail de la majorité de la population européenne se sont rapidement détériorées. L'allongement du temps de travail et de la vie au travail, les salaires insuffisants, l'accroissement du chômage de longue durée et du chômage des jeunes, les petits boulots, les emplois temporaires et les stages non payés sont devenus des réalités scandaleuses. De façon généralisée, les services publics sont utilisés pour faire des profits. À quoi s'ajoutent les pressions psychologiques et physiques, le mal-être, la peur, la disparition des solidarités et la violence à l'encontre des plus faibles, comme le démontrent de façon dramatique la politique d'immigration de l'Union européenne et la situation des migrants dans l'Union européenne et dans ses pays membres. À l'inverse, les profits ont augmenté de manière gigantesque : les dirigeants des entreprises reçoivent des rémunérations astronomiques, même lorsque leurs agissements ont des conséquences négatives. Les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres.

Les événements récents en Europe tels le conflit du Caucase, la situation au Kosovo, les traités bilatéraux avec les États-Unis sur l'installation de bases militaires en Europe de l'Est et la poursuite de la course aux armements font mesurer combien il est important que l'Union européenne respecte le droit international et agisse en faveur de solutions politiques à tout conflit. La militarisation de la politique étrangère de l'Union européenne, liée à l'OTAN, doit être remplacée par une conception alternative de sécurité, fondée sur la paix, le dialogue et la coopération internationale.

Beaucoup de gens sont déçus, frustrés ou se détournent de la politique européenne. Mais beaucoup d'autres luttent pour leur emploi et pour une sécurité sociale, pour les services publics et le droit de participer aux processus de prise des décisions politiques. Ils luttent pour leurs droits politiques, sociaux et individuels, pour que les droits de l'homme soient respectés à l'égard de tous ceux qui vivent dans l'Union européenne. L'immigration et le droit d'asile sont devenus un problème urgent de la bataille politique. Ils s'efforcent d'obtenir l'égalité entre les genres et la démocratie, la justice et le droit pour tous de vivre dans la dignité, en solidarité les uns avec les autres.

Plus que jamais, l'Union européenne est à la croisée des chemins :

- ou bien elle continue de mener sa politique capitaliste actuelle qui approfondit sa crise financière, alimentaire, énergétique et de sécurité ;
- ou bien elle se tourne vers une option de développement durable et de justice sociale, de paix et de coopération mutuelle, d'égalité entre les femmes et les hommes, de démocratie participative et de solidarité, où l'antifascisme, l'antiracisme, les libertés publiques et les droits de l'homme sont appliqués par tous.

Ce choix est entre les mains des peuples. Pour vaincre la résignation et l'abstention, nous affirmons : des alternatives existent. La politique peut et doit être changée, tant aux niveaux nationaux qu'au niveau européen.

Le Parti de la gauche européenne exige que cette Europe soit une Europe pacifique et citoyenne dont les économies soient socialement et écologiquement durables, une Europe féministe qui se développe sur la base de la démocratie et de la solidarité. Cela exige une nouvelle synergie entre les forces sociales et politiques. Cela exige des idées, des initiatives et un travail acharné des acteurs politiques et des forces démocratiques, des syndicats et des mouvements sociaux, des représentants des sociétés civiles. Des alternatives sont possibles par la lutte en commun, tant dans la rue que dans les assemblées élues.

Nous sommes parties prenantes des mouvements qui luttent pour la paix et contre la guerre, du mouvement altermondialiste, du combat de tous ceux qui résistent à la précarité de la vie, des luttes des travailleurs, des femmes, des jeunes.

Ensemble, avec les représentants des autres partis socialistes, communistes, gauche-Verts nordiques, nous avons coopéré avec succès au sein du groupe GUE/NGL du Parlement européen. Le caractère pluraliste de ce groupe a enrichi la créativité de l'opposition de gauche entre 2004 et 2008. Nous voulons développer encore davantage cette expérience au sein du Parlement européen qui va être élu.

Face à la crise actuelle, le Parti de la gauche européenne est appelé encore plus fortement à jouer un rôle effectif en mettant en œuvre des actions politiques communes contre l'hégémonie politique et culturelle de la droite.

La politique néolibérale de l'Union européenne a été rendue possible, entre autre, par une sorte de « grande coalition » entre les partis qui représentent les forces conservatrices européennes et les partis socialistes européens. Ce consensus est l'un des motifs de la crise politique de la construction européenne. Il est à l'origine de très fortes contradictions au sein des partis sociaux-démocrates.

Le PGE mène son action en confrontation avec les partis conservateurs et libéraux, les partis sociaux-démocrates et Verts dans les pays membres et avec les partis politiques européens correspondants qui s'accrochent à la logique de la politique européenne actuelle. Le PGE se bat pour que le changement regagne un espace politique en Europe. Il lutte de façon résolue contre toute tentative des partis populistes et d'extrême droite d'élargir leur influence en Europe.

II. Vaincre la crise : les peuples avant les profits. Pour une économie sociale et écologique en Europe

La crise exige une réponse coordonnée tant au niveau international qu'europpéen.

Le Parti de la gauche européenne défend une politique fondée sur le développement économique et social et sur la protection de l'environnement. Une politique dont l'objectif est la défense et le développement de la justice sociale. Au contraire de la stratégie de Lisbonne, nous voulons une stratégie fondée sur les valeurs de solidarité et de coopération, sur le plein-emploi et des relations rationnelles avec la nature. Cela n'est possible qu'en changeant les règles actuelles du système économique et financier international.

Il est nécessaire de refonder l'Union européenne sur la base de nouveaux critères capables de faire passer le peuple et les droits avant les profits. Nous agissons de toutes nos forces pour que les travailleurs n'aient pas à payer les crises dans le but de sauver les banques et la finance. La logique des plans du G7 pour l'Union européenne consiste à privatiser les profits et à socialiser les pertes. Toutefois, même la législation actuelle peut permettre de consacrer les dépenses nécessaires à un plan d'investissement qui soutienne l'emploi et la restructuration écologique de l'économie.

En matière de financement, la crise a mis en évidence la part décisive occupée par le crédit. Le crédit doit être redirigé en faveur des secteurs productifs de l'économie et des collectivités, de l'emploi, des priorités sociales et environnementales, depuis les villes et les régions jusqu'au système de la Banque centrale européenne. Pour réaliser cette réorientation du crédit et de l'argent, nous nous prononçons en faveur d'un contrôle public et social du système financier et bancaire. Nous exigeons le droit de contrôle de l'utilisation des crédits et subventions pour les salariés, leurs organisations et pour les élus territoriaux.

Nous dénonçons les objectifs et la politique actuelle de la Banque centrale européenne, son indépendance totale à l'égard de tout organe politique, le manque de transparence de ses décisions et ses actions. Nous affirmons comme une nécessité urgente que sa politique monétaire réponde au défi d'une nouvelle croissance de l'économie et de l'emploi, cet objectif étant prioritaire par rapport à la maîtrise de l'inflation.

Pour cette raison, le rôle de la Banque centrale européenne doit être changé, à partir du critère de l'emploi et du développement social et écologique, au moyen d'un abaissement sélectif de ses taux d'intérêts. La BCE doit être soumise au contrôle démocratique et public. Son statut doit être changé. Le Pacte de croissance et de stabilité doit être remplacé par un nouveau pacte de solidarité en faveur de la croissance, du plein-emploi, de la protection sociale et environnementale.

Nous exigeons la taxation des transactions et des revenus financiers en Europe et l'abolition des paradis fiscaux, cela afin d'alimenter un Fonds européen. Les mouvements de capitaux, notamment des profits qui ne sont pas directement liés à l'investissement et au commerce, doivent être soumis au contrôle et à l'impôt.

La taxe Tobin peut être l'outil de financement d'initiatives industrielles innovantes dans les secteurs indiqués par les agences internationales de l'ONU, destinées à réduire les émissions nocives pour la planète et à augmenter le nombre des emplois. Ce fonds européen devrait être en conformité avec les directives et les programmes du Parlement européen : une sorte de « new deal vert » établi par lui.

Les biens communs et les secteurs économiques stratégiques, y compris le système financier et le crédit, doivent être socialisés (nationalisés). Il faut reconstruire un système de sécurité sociale à l'échelle européenne. La privatisation des services publics doit être inversé. Il est nécessaire d'augmenter les salaires et les revenus des travailleurs et d'harmoniser le système financier européen, qui doit être basé sur le principe de la progressivité de l'impôt.

Quant aux nouveaux droits et pouvoirs des salariés et des citoyens, ils doivent leur permettre de rompre avec le monopole détenu par les principaux acteurs du marché sur les informations stratégiques et les décisions, de les revendiquer pour eux-mêmes afin de parvenir à une transformation réelle du pouvoir politique. La démocratie doit commencer par l'implication des citoyens eux-mêmes et doit s'étendre à toutes les sphères de la vie sociale.

Des normes européennes de développement durable qui empêchent l'apparition de la pauvreté doivent remplacer la politique actuelle de dumping social et environnemental. Étant donné que les arrêts de la Cour de justice européenne constituent de véritables agressions contre les conventions collectives et les législations du travail, nous soulignons la nécessité de renforcer les conventions collectives et de remettre en vigueur les droits des travailleurs. Nous rejetons la directive de l'Union européenne qui allonge le temps de travail hebdomadaire à 65 heures, permet une flexibilité totale et favorise l'individualisation du travail. Pour nous, la durée de travail maximale hebdomadaire autorisée par la loi ne doit pas, en moyenne, excéder 40 heures. Toutes les réglementations de l'Union européenne et les législations nationales sur le temps de travail doivent être modifiées en fonction de cette exigence. Nous luttons pour les 35 heures hebdomadaires au niveau européen. Les législations nationales plus favorables doivent être préservées. Nous exigeons un salaire minimum européen égal à au moins 60 % du salaire moyen national et qui ne mette pas en danger les conventions collectives.

Un revenu minimum pour les personnes sans emploi, ainsi qu'une retraite minimum liée au salaire minimum, indexés automatiquement sur les prix, sont nécessaires pour garantir une vie dans la dignité. Les âges différents de départ à la retraite doivent être garantis en tenant compte des législations existant dans les pays membres de l'Union européenne.

Nous exigeons un renforcement des droits des migrants leur permettant de travailler partout où ils vivent dans l'Union européenne. Une loi sur l'immigration doit être définie à partir des intérêts des migrants et non de ceux des employeurs qui recherchent une main-d'œuvre bon marché, ce qui oblige des millions de migrants à travailler clandestinement. Nous refusons toute règle ou directive dans l'Union européenne et ses pays membres qui impose l'expulsion. Ce qui est indispensable, c'est une régulation et un permis de travail pour la recherche d'un emploi.

Nous rejetons le concept de « flexicurité » inscrit dans la stratégie de Lisbonne. Nos priorités sont des mesures contre la pauvreté, la marginalisation sociale et la précarité, pour le plein-emploi et l'emploi stable, pour l'augmentation des salaires, des retraites et des allocations sociales. Les impôts doivent être prélevés tant sur les revenus que sur le capital, permettant une redistribution du haut vers le bas.

L'éducation et la garde des enfants et des adolescents, les soins nécessités par la maladie et la vieillesse, la santé publique, l'adduction de l'eau et du tout-à-l'égout, la fourniture d'énergie, les transports publics, les services postaux, le sport et la culture ne sont pas des biens commerciaux, mais des services publics relevant de la responsabilité publique. Pour cette raison, ils ne doivent pas être soumis à la concurrence qui recherche les coûts les plus bas et les profits les plus élevés. Nous ne voulons plus de privatisations de services et de biens publics, mais une appropriation publique. Nous sommes pour l'existence de services et d'entreprises publics forts et pour l'augmentation des investissements dans l'éducation, la petite enfance, la santé, les transports publics, le sport et la culture.

Pour nous, les questions sociales et climatiques sont liées. Ainsi, la crise financière et économique actuelle ne peut pas être traitée indépendamment des défis du changement climatique et d'une réorientation des modes de production et de consommation. Nous sommes en faveur du développement immédiat et cohérent d'un nouveau traité international conforme au 4^e rapport de la Commission intergouvernementale sur le changement climatique et s'insérant dans le plan d'action de l'Union européenne 2007-2009. Nous exigeons la mise en application pleine et entière des obligations promises et signées par l'Union européenne dans tous les domaines des politiques énergétiques et climatiques. Les compromis suivants sont un minimum en ce qui concerne la mise en application de tous les engagements déjà signés sur la protection du climat :

- Réduire les émissions globales de 25 % d'ici à 2020 sur la base du niveau de 1990 et d'au moins 80 % d'ici à 2050.
- Augmenter l'utilisation des énergies renouvelables d'au moins 25 % d'ici à 2020.
- Réduire la consommation totale d'énergie primaire de 25 % d'ici à 2020 et augmenter l'efficacité énergétique de 2 % par an, y compris en limitant la consommation par tête d'habitant.
- Une obligation d'efficacité doit être introduite pour l'industrie et les producteurs de marchandises à forte consommation énergétique.
- En conséquence, les subventions dans le cadre de l'Union européenne devront être limitées aux secteurs favorisant l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

Nous sommes contre la réduction du Protocole de Kyoto à un système marchand des quotas d'émissions. Il est nécessaire, pour conclure le traité Kyoto 2, de mettre en œuvre une nouvelle stratégie globale qui permette de réduire les émissions en rendant le développement beaucoup plus acceptable. Un nouveau paradigme basé sur la coopération au lieu de la concurrence est nécessaire, en commençant par les transferts de technologie vers les pays en développement, l'invention de technologies propres et de politiques adaptées aux changements climatiques. L'eau est un bien universel et son accès doit être garanti au titre de droit de l'homme.

La protection de la nature et le développement de ressources renouvelables, la transformation de nos paysages, ainsi qu'un approvisionnement alimentaire sécurisé sont des défis existentiels. Nous exigeons un accord au sein de l'Union européenne sur les normes environnementales les plus élevées, contribuant à sauver la biodiversité pour les générations futures. (Des mesures effectives pour la réduction des déchets et la protection de l'eau, pour le reboisement et la prévention de la désertification, etc. doivent être incluses dans les stratégies et les politiques, en particulier dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie et de la protection du climat.)

Nous luttons pour une révision fondamentale de la Politique agricole commune de l'Union européenne (PAC). Les peuples du monde doivent pouvoir décider eux-mêmes de leur politique agricole dans le respect total de l'environnement.

Nous sommes opposés à toute réforme de la Politique agricole commune de l'Union européenne qui mettrait en cause les politiques agricoles publiques. Nous exigeons que l'agriculture ne devienne pas un objet soumis aux négociations de l'OMC et nous nous opposons à ce que l'agriculture devienne un terrain de manœuvre pour les acteurs néolibéraux et les mesures libérales à travers le monde. Nous soutenons l'exigence de la souveraineté alimentaire. Cela implique de donner la priorité à la production agricole locale, à la qualité des aliments, sans contraindre les producteurs à porter leurs produits sur le marché mondial. L'accès à la terre, aux semences, à l'eau et au crédit doit être régulé dans le cadre d'une réforme agraire réelle en Europe et sur les autres continents.

Nous exigeons une politique globale de développement rural : le développement de possibilités de productions agricoles et d'emploi doit constituer le critère central du développement des campagnes, par l'application de politiques basées sur ce secteur, le soutien à la biodiversité agricole et l'emploi rural, en particulier pour les jeunes et les femmes. Des subventions doivent être accordées en fonction de critères économiques, sociaux et environnementaux et non pas au profit de grands producteurs dans certains secteurs. Partant de là, la distribution du budget de la PAC doit être réorientée, notamment pour répondre aux besoins des zones rurales et montagneuses et des petits producteurs.

L'agriculture du 21^e siècle doit avoir un aspect multifonctionnel : protection du matériel de reproduction végétale, garantie du droit des paysans d'avoir leurs propres semences, application de programmes

de développement et interdiction de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés (OGM) pour la production d'aliments et de produits alimentaires, défense et valorisation des appellations d'origine, y compris sur les marchés non européens.

III. Une Europe de paix et de coopération

Aucune guerre ne doit plus jamais prendre naissance sur le sol européen. Nous considérons que la guerre et la militarisation ne sont pas des instruments politiques et nous voulons une stratégie qui garantisse la sécurité de tous.

Le désarmement et la reconversion des industries militaires sont des tâches essentielles. Nous menons campagne contre la clause de réarmement du traité de Lisbonne, non seulement à cause des armes de mort et de destruction de la nature, mais aussi parce qu'elle détourne des fonds hors du développement économique, social et écologique. L'Agence européenne de défense doit être remplacée par une Agence de désarmement chargée de faire cesser la course aux armements, la prolifération et la possession d'armes de destruction massive, la militarisation de l'espace et des océans, à partir d'accords de désarmement.

Les conflits qui émergent en Europe (notamment après le refus par les gouvernements de repenser la coopération de tous les États européens sur une base juste et égalitaire depuis 1990) soulignent la nécessité de créer un nouveau système de sécurité collective sur le continent européen. À partir d'une crise régionale qui se transforme en situation de guerre, le conflit du Caucase d'août 2008 est devenu une crise internationale qui a impliqué les États-Unis. Nous appelons la société civile en Europe et l'Union européenne à jouer leur rôle en faveur d'une solution politique. Le danger que de tels conflits s'étendent à d'autres régions d'Europe demeure une question cruciale. Parallèlement, le déploiement des forces de l'OTAN en Afghanistan et les demandes croissantes des États-Unis d'augmenter la participation européenne montrent la faillite de la stratégie d'intervention militaire suivie par l'Administration Bush. Cela démontre la contradiction croissante entre, d'une part, les intérêts européens de sécurité et, d'autre part, la stratégie d'intervention militaire et l'expansion de l'OTAN.

Le Parti de la gauche européenne réaffirme son exigence de dissolution de l'OTAN. Nous sommes opposés à la logique des blocs militaires, y compris les tentatives et les politiques de création de structures militaires européennes.

Plus que jamais, la sécurité en Europe doit être fondée sur les principes de paix et de sécurité, de désarmement et d'incapacité structurelle de mener des agressions, sur la résolution des conflits par des moyens politiques et civils au sein du système de l'OSCE, conformément au droit international et aux principes d'un système réformé et démocratisé des Nations unies. C'est un tel système européen, collectif et coopératif, qui doit garantir la sécurité ainsi que l'accès inconditionnel à la fourniture d'énergie, le respect de l'environnement et des droits de l'homme, etc.

Nous devons souligner le rôle négatif, non seulement militaire mais politique, que l'OTAN joue en se conformant aux intérêts des États-Unis en Europe. Malgré sa fin de la confrontation entre les blocs de l'Est et de l'Ouest, l'OTAN est restée en place et s'est développée pour devenir un outil encore plus directement aux mains des administrations américaines au service de leurs stratégies hégémoniques. L'élargissement de l'OTAN vers l'Est est conforme à cette logique. Les accords bilatéraux entre les États-Unis et différents pays européens (avec l'Italie sur la base militaire américaine de Vicence, avec la Pologne et la République tchèque sur le déploiement du dispositif américain du bouclier antimissile, avec la Bulgarie et la Roumanie sur de nouvelles bases militaires) représentent non seulement une menace pour la souveraineté de l'Europe, mais créent un risque réel de nouvelle confrontation militaire en Europe.

Le retrait d'Irak et d'Afghanistan des troupes de l'OTAN et de la coalition occidentale dirigée par les États-Unis est indispensable. La communauté internationale et aussi les États-Unis doivent aider le peuple afghan à trouver une solution politique par des moyens non militaires, sur la base du respect du droit international et des droits de l'homme. Nous exigeons également la fermeture de toutes les bases de l'OTAN et des États-Unis en Europe. Nous sommes contre les installations de défense satellitaire des États-Unis (ou de quelque pays européen que ce soit) déployées en Europe ou hors d'Europe et nous soutenons totalement les citoyens tchèques, polonais, bulgares et roumains qui

luttent contre de telles installations. Nous refusons toute utilisation militaire du système européen Galileo.

Les politiques commerciales et de développement de l'Union européenne doivent être réellement conformes aux objectifs de développement du Millénaire et réalignées sur le principe d'égalité entre tous les pays. Les accords bilatéraux de partenariat européens ne sont pas la bonne voie. La politique commerciale internationale de l'Union européenne doit être conçue pour apporter des réponses adéquates permettant de résoudre les problèmes écologiques et sociaux de la planète. Le combat contre la pauvreté et les déséquilibres qui continuent de croître dans le monde doit être mis au centre de la coopération pour le développement : il faut mettre fin au mauvais usage de cette coopération conçue dans le but de perpétuer des relations de type colonial pour apporter un soutien unilatéral aux industries d'exportation en faveur des entreprises européennes ou pour servir d'instrument géopolitique. Nous réclamons l'interdiction de la transformation de produits alimentaires en carburants. Nous exigeons l'annulation de la dette pour les pays les plus pauvres du monde et la révision des programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du FMI.

Nous nous prononçons pour un développement plus important de la coopération méditerranéenne. C'est la clé pour établir la paix et la sécurité au Moyen-Orient. La participation active de toutes les forces politiques et sociétés civiles des pays concernés est indispensable. Un processus démocratique et transparent doit combler le fossé entre les pays du nord et du sud de la Méditerranée. C'est le seul moyen pour éviter de transformer le projet politique ambitieux d'Union pour la Méditerranée en une structure politique inégalitaire.

Une Méditerranée de paix durable et stable est impossible sans que soit résolu le conflit du Moyen-Orient. La condition préalable essentielle est la reconnaissance et la concrétisation du droit du peuple palestinien à un État indépendant et viable à côté de l'État d'Israël – tous deux ayant des droits égaux et vivant ensemble dans un voisinage pacifique. Le Parti de la gauche européenne fera tout son possible pour porter cette exigence et pour pousser l'Union européenne et ses pays membres à agir selon cette orientation. L'Europe doit s'émanciper du plan « Grand Moyen-Orient » des États-Unis pour s'engager elle-même activement en faveur de la fin de l'occupation militaire des territoires palestiniens, du démantèlement du « Mur » conformément à l'avis consultatif de la Cour internationale de justice, de la stricte exécution des résolutions de l'ONU à ce sujet. L'Union européenne doit entreprendre un plus grand nombre de démarches politiques pour exiger le soutien des pays arabes de la région et pour stimuler la conscience grandissante des sociétés civiles en faveur d'une politique active de résolution du conflit. Le Parti de la gauche européenne refuse les politiques de confrontation des États-Unis et de l'Union européenne à l'encontre de l'Iran, notamment en ce qui concerne la solution du conflit sur l'usage de l'énergie nucléaire, et exige des négociations strictement politiques. Le PGE exprime sa solidarité aux forces sociales et politiques qui luttent pour la mise en pratique et la garantie du respect des droits de l'homme en Iran.

Le Parti de la gauche européenne souligne son engagement en faveur d'un processus de sécurité et de coopération de tous les États des régions de la Méditerranée et du Moyen-Orient, y compris le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination sur la base des résolutions 1754 et 1783 de l'ONU.

La Turquie doit s'obliger légalement à respecter les droits politiques et humains de toutes les personnes vivant dans le pays, y compris toutes les minorités. Elle doit mettre en œuvre des réformes juridiques et sociales conformes au droit qui permettent d'ouvrir une voie démocratique et pacifique pour tous les citoyens kurdes de Turquie. Ce qui contribuera du même coup à une solution politique pour le peuple kurde dans les autres pays du Moyen-Orient.

L'évolution significative de la question de Chypre et le changement de climat politique après l'élection de Dimitris Christofias à la présidence de la République ouvrent de nouvelles perspectives prometteuses aux efforts de réunification de l'île. La tenue de négociations officielles entre les dirigeants des deux communautés sous les auspices de l'ONU devrait conduire à une solution fédérale bizonale et bicommunautaire impliquant l'égalité politique, en conformité avec les résolutions de l'ONU en la matière et sur la base des accords de haut niveau et de la légalité européenne et internationale.

Le Parti de la gauche européenne se prononce en faveur de la création de conditions politiques et économiques permettant une coexistence pacifique des peuples et des États européens : l'Europe a besoin d'un espace économique et social qui n'exclue aucun autre pays européen et qui soit basé sur

un système variable d'accords tant bilatéraux que multilatéraux. Le PGE se prononce en faveur de l'élargissement ultérieur de l'Union européenne et pour une structure stable à l'échelle du continent afin de surmonter les divisions politiques et économiques encore existantes en Europe. Pour cette raison, le PGE soutient notamment la préservation de gouvernements démocratiques, la garantie et la concrétisation des droits de l'homme pour toutes les personnes dans la pratique quotidienne, le respect et la protection des minorités, l'État de droit, parce que ce sont des conditions préalables importantes pour négocier avec les pays qui demandent à devenir membres de l'Union européenne. Quant à celle-ci, elle doit être politiquement et économiquement en état de prendre les mesures d'élargissement.

Le Parti de la gauche européenne demande la mise en application concrète de la nouvelle politique de voisinage de l'Union européenne sur la base de l'égalité, notamment en ce qui concerne les pays membres de la CEI et les États de la partie occidentale des Balkans.

IV. Une Europe démocratique et égalitaire

La reconstruction démocratique de l'Europe demeure une tâche urgente pour aujourd'hui. Tous les êtres humains qui vivent dans des pays membres de l'Union européenne ont le droit de participer à sa construction et à son développement futur, qu'ils y soient nés ou non. L'Union européenne doit s'ouvrir à la participation démocratique de toutes celles et tous ceux qui y vivent, sinon elle n'aura pas d'avenir.

Nous nous prononçons pour le renforcement des droits et des libertés individuels, ainsi que des droits sociaux et politiques fondamentaux de toutes les personnes qui vivent dans l'Union européenne. La Charte des droits fondamentaux doit devenir légalement contraignante et doit aller plus loin. L'Union européenne doit adhérer à la Charte européenne des droits de l'homme (CEDR).

Le PGE défend l'égalité pleine et entière entre les femmes et les hommes dans tous les domaines de la vie. Nous luttons pour une législation européenne qui garantisse le droit des femmes à décider de leur corps, la contraception libre, l'IVG par le système de santé publique. Nous agissons pour des législations qui criminalisent toute violence due au genre. Les ressources matérielles et personnelles nécessaires doivent être fournies à toute victime de violence de ce type.

L'Union européenne doit protéger et promouvoir les droits de toutes les personnes discriminées du fait de l'origine ethnique, de l'orientation sexuelle, du genre, de la religion, de l'idéologie, du handicap ou de l'âge. Nous exigeons le respect des droits de toutes les minorités et des actions efficaces contre le racisme, la xénophobie, l'ultranationalisme, le chauvinisme, le fascisme, l'anticommunisme, l'homophobie et toute autre forme de discrimination. Nous nous prononçons pour une Europe laïque ce qui implique que toutes les politiques des États soient laïques.

L'Europe que nous voulons exige la démocratisation de l'économie. Les droits d'association, de codécision et de grève doivent s'appliquer à travers les frontières. Nous refusons que les normes sociales et syndicales soient subordonnées à celles du seul « marché libre », comme l'imposent les arrêts de la Cour de justice européenne. Au contraire, les droits et les pouvoirs des travailleurs de participer aux décisions de l'entreprise, par exemple les choix d'investissements et de production, doivent être élargis et fixés par la loi.

Le PGE se déclare en faveur d'une politique culturelle de l'Union européenne basée sur le dialogue interculturel et l'éducation. Il combat la libéralisation illimitée des services culturels. Nous voulons que le dialogue entre les cultures devienne le principe d'une politique pacifiste, du niveau local au niveau européen. Nous soutenons la Convention de l'UNESCO sur la préservation et la promotion de la diversité des expressions culturelles, qui prévoit que la législation internationale rende obligatoires la préservation et la promotion de la diversité des cultures régionales.

Nous exigeons aussi une politique transparente à l'égard des médias. Les sources de la productivité économique, de l'hégémonie culturelle, ainsi que du pouvoir politique et militaire dépendent de plus en plus de la production, de la mémorisation et de la conversion de l'information et de la connaissance. C'est pourquoi l'accès à l'information et à la communication, et l'acquisition de ces données, sont des conditions essentielles pour la participation démocratique, tant au plan national qu'euro-péen. En outre, il est indispensable de démocratiser la production, le traitement et

l'appropriation de l'information et des connaissances pour tenir tête au capitalisme numérique. Nous sommes en faveur de structures démocratiques des services publics des médias, incluant un accès facile et bon marché aux pratiques culturelles modernes comme Internet, et la gratuité des codes et des programmes évitant l'usage illégal de réseaux sociaux et de données personnelles.

Il est nécessaire d'inverser le processus de Bologne, la subordination des besoins de l'école, de l'université et de la recherche aux intérêts des industries privées, aux profiteurs du marché libre. L'éducation est un droit de l'homme. Nous soutenons tous les mouvements d'étudiants, de parents d'élèves et d'enseignants qui s'opposent aux réformes préconisées par Bologne et qui défendent dans leur pays une éducation libre et publique. L'éducation publique européenne doit être enracinée dans les principes et les valeurs qui définissent les caractéristiques essentielles de la culture européenne. Dans tous les États membres, l'école doit être un lieu de rencontre et de libre confrontation entre les cultures qui coexistent dans une société de plus en plus multiculturelle et multireligieuse, comme prémisses nécessaires au véritable développement d'une éducation de la paix et de l'égalité entre les genres. En même temps, l'université doit être mise en condition de développer son rôle éminent de formateur culturel et scientifique, sans être liée à la logique du marché.

Pour que toutes les personnes qui y vivent puissent occuper un espace politique dans l'Union européenne, le Parlement européen doit avoir le pouvoir de légiférer. La participation directe aux processus de décisions doit être rendue possible, selon l'exemple de l'Agora citoyenne introduite par le Parlement européen, comprenant des référendums organisés aux niveaux européen et national sur des décisions primordiales de l'Union européenne. Les institutions de celle-ci (Conseil, Commission, Parlement) doivent s'ouvrir à la participation des sociétés civiles, lesquelles doivent avoir la possibilité de contrôler leurs décisions. Les mesures et lois antiterroristes à l'échelle de l'Union européenne doivent être abandonnées. Nous voulons l'abolition de la liste des « organisations terroristes », qui met notre liberté en péril.

Nous voulons une Europe cosmopolite ouverte à l'immigration et non pas une Europe forteresse qui rejette les gens en détresse. Une politique européenne commune sur les réfugiés et l'immigration conforme à la Convention de Genève est indispensable. Les personnes qui fuient les persécutions à cause de leur engagement politique, de leur idéologie, de leur religion ou de leur orientation sexuelle doivent trouver asile et protection en Europe. Nous demandons que le droit d'asile soit reconnu pour les persécutions en rapport avec le sexe de la victime et les persécutions non-gouvernementales et nous appelons tout particulièrement à la protection des enfants réfugiés. Pour cette raison, nous rejetons le système Frontex de contrôle des frontières et demandons que toutes les mesures d'application du Pacte européen sur l'immigration et l'asile et de la directive Droit au retour soient annulées. Tous les centres de rétention doivent être fermés.

Nous nous opposons aux décisions de l'Union européenne et des gouvernements européens imposant des mécanismes de « répression préventive » et de « classement préventif de données personnelles » (traité de Prüm) qui crée des suspects et donne le droit à la police et à la justice, aux compagnies privées et éventuellement aux services secrets d'utiliser des données personnelles par l'intermédiaire de la plus grande base de données qui existe, sous le prétexte de défense de la santé publique.

Nous, partis membres du Parti de la gauche européenne, faisons campagne ensemble et dans nos propres pays pour la réalisation de ces objectifs dans la préparation des élections de 2009 au Parlement européen. Nous voulons un puissant groupe parlementaire de gauche afin de pouvoir changer l'Europe. Chaque voix pour un candidat du Parti de la gauche européenne est une voix pour une Europe pacifique, sociale, écologique, démocratique et féministe vivant dans la solidarité !

Saisissez cette chance, changez l'Europe maintenant !

Berlin, le 29 novembre 2008